

No. 5146. Multilateral

N° 5146. Multilatéral

EUROPEAN CONVENTION ON EXTRADITION. PARIS, 13 DECEMBER 1957 [*United Nations, Treaty Series, vol. 359, I-5146.*]

CONVENTION EUROPÉENNE D'EXTRADITION. PARIS, 13 DÉCEMBRE 1957 [*Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 359, I-5146.*]

COMMUNICATION

COMMUNICATION

Belgium

*Notification effected with the Secretary-General of the Council of Europe:
18 February 2010*

Date of effect: 18 February 2010

*Registration with the Secretariat of the United Nations: Council of Europe,
25 May 2010*

Belgique

Notification effectuée auprès du Secrétaire général du Conseil de l'Europe : 18 février 2010

Date de prise d'effet : 18 février 2010

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Conseil de l'Europe, 25 mai 2010

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Le 1^{er} février 2010, une Convention entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique est entrée en vigueur aux termes de laquelle les Pays-Bas mettent à la disposition de la Belgique une prison située sur le territoire néerlandais (à Tilburg) en vue de l'exécution de condamnations pénales infligées en Belgique en vertu du droit belge(*). La convention est applicable en principe jusqu'au 31 décembre 2012 mais la durée de validité peut être ramenée au 31 décembre 2011 ou prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

La convention comporte une disposition particulière en vue de la coopération pénale avec des Etats tiers. L'article 18 de la convention porte sur l'intervention pénale à la demande d'Etats tiers concernant des détenus de Belgique hébergés dans la prison située sur le territoire néerlandais. Il ressort du premier paragraphe de cette disposition que les Pays-Bas n'examineront pas les demandes d'extradition et/ou d'entraide judiciaire émanant d'Etats tiers mais qu'ils les transmettront à la Belgique. Cet accord découle en toute logique des autres dispositions de la convention selon lesquelles les autorités judiciaires et autres des Pays-Bas ne s'occupent en principe pas des détenus de l'établissement pénitentiaire de Tilburg.

Dans ce contexte, la Belgique et les Pays-Bas souhaitent communiquer ce qui suit :

Demandes d'extradition et d'arrestation provisoire

Nous recommandons aux Etats Parties à la Convention européenne d'extradition d'envoyer exclusivement aux autorités belges les demandes d'extradition et d'arrestation provisoire concernant des personnes détenues dans l'établissement pénitentiaire de Tilburg en vertu de la convention conclue le 31 octobre 2009 à Tilburg entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique, sur la mise à disposition d'un établissement pénitentiaire aux Pays-Bas en vue de l'exécution de peines privatives de liberté infligées en vertu de condamnations belges. Si les autorités néerlandaises reçoivent encore des demandes d'extradition ou des demandes d'arrestation provisoire concernant ces personnes, elles ne les traiteront pas mais les transmettront aux autorités belges pour suite voulue.

Les signalements via Interpol aux fins de remise et les demandes d'arrestation provisoire de personnes qui se trouvent dans l'établissement pénitentiaire de Tilburg ne seront pas exécutés aux Pays-Bas.

Demandes d'entraide judiciaire

Nous recommandons aux autorités centrales et judiciaires des Etats Parties à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale d'envoyer exclusivement aux autorités belges compétentes les demandes d'entraide judiciaire concernant des personnes détenues dans l'établissement pénitentiaire de Tilburg en vertu de la convention conclue le 31 octobre 2009 à Tilburg entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique, sur la mise à disposition d'un établissement pénitentiaire aux Pays-Bas en vue de l'exécution de peines privatives de liberté infligées en vertu de condamnations belges. Si malgré tout des demandes d'entraide judiciaire concernant ces personnes sont envoyées aux Pays-Bas, elles seront transmises aux autorités compétentes du Royaume de Belgique.

[TRANSLATION – TRADUCTION]¹

On 1 February 2010, a Convention between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Belgium came into effect under which the Netherlands made available to Belgium a prison located on Dutch territory (Tilburg) for the execution of criminal sentences imposed in Belgium under Belgian law(*). The Convention applies in principle until 31 December 2012, but the validity period may be reduced to 31 December 2011, or extended until 31 December 2013.

The Convention contains a specific provision for criminal co-operation with third States. Article 18 of the Convention deals with criminal action at the request of third States concerning Belgian prisoners detained in the prison located on Dutch territory. According to the first paragraph of this provision, the Netherlands will not examine requests for extradition and/or mutual assistance from third States, but they will transmit them to Belgium. This agreement logically follows on from other provisions of the Convention, according to which the judicial and other authorities of the Netherlands do not normally deal with prisoners of the prison of Tilburg.

In this context, Belgium and the Netherlands communicate the following:

Requests for extradition and provisional arrest

We recommend that States Parties to the European Convention on Extradition send exclusively to the Belgian authorities requests for extradition and provisional arrest of persons detained in the prison of Tilburg under the Convention concluded on 31 October 2009 in Tilburg between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Belgium, on the provision of a prison in the Netherlands for the enforcement of prison sentences imposed under Belgian law. If the Dutch authorities still receive requests for extradition or for provisional arrest of these persons, they will not deal with them but will transmit them to the Belgian authorities for further action.

Alerts via Interpol for the surrender and the requests for provisional arrest of persons who are in the prison in Tilburg will not be carried out in the Netherlands.

Requests for mutual assistance

We recommend that central and judicial authorities of the States Parties to the Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters send exclusively to the competent Belgian authorities requests for mutual assistance concerning persons detained in the prison of Tilburg under the Convention concluded on 31 October 2009 in Tilburg between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Belgium, on the provision of a prison in the Netherlands for the enforcement of prison sentences imposed under Belgian law. If, nevertheless, requests for mutual assistance concerning these persons are sent to the Netherlands, they will be forwarded to the competent authorities of the Kingdom of Belgium.

¹ Translation provided by the Council of Europe – Traduction fournie par le Conseil de l'Europe.

COMMUNICATION

Netherlands

*Notification effected with the Secretary-General of the Council of Europe:
18 February 2010*

Date of effect: 18 February 2010

*Registration with the Secretariat of the United Nations: Council of Europe,
25 May 2010*

COMMUNICATION

Pays-Bas

Notification effectuée auprès du Secrétaire général du Conseil de l'Europe : 18 février 2010

Date de prise d'effet : 18 février 2010

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Conseil de l'Europe, 25 mai 2010

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Le 1^{er} février 2010, une Convention entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique est entrée en vigueur aux termes de laquelle les Pays-Bas mettent à la disposition de la Belgique une prison située sur le territoire néerlandais (à Tilburg) en vue de l'exécution de condamnations pénales infligées en Belgique en vertu du droit belge(*). La convention est applicable en principe jusqu'au 31 décembre 2012 mais la durée de validité peut être ramenée au 31 décembre 2011 ou prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

La convention comporte une disposition particulière en vue de la coopération pénale avec des Etats tiers. L'article 18 de la convention porte sur l'intervention pénale à la demande d'Etats tiers concernant des détenus de Belgique hébergés dans la prison située sur le territoire néerlandais. Il ressort du premier paragraphe de cette disposition que les Pays-Bas n'examineront pas les demandes d'extradition et/ou d'entraide judiciaire émanant d'Etats tiers mais qu'ils les transmettront à la Belgique. Cet accord découle en toute logique des autres dispositions de la convention selon lesquelles les autorités judiciaires et autres des Pays-Bas ne s'occupent en principe pas des détenus de l'établissement pénitentiaire de Tilburg.

Dans ce contexte, la Belgique et les Pays-Bas souhaitent communiquer ce qui suit :

Demandes d'extradition et d'arrestation provisoire

Nous recommandons aux Etats Parties à la Convention européenne d'extradition d'envoyer exclusivement aux autorités belges les demandes d'extradition et d'arrestation provisoire concernant des personnes détenues dans l'établissement pénitentiaire de Tilburg en vertu de la convention conclue le 31 octobre 2009 à Tilburg entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique, sur la mise à disposition d'un établissement pénitentiaire aux Pays-Bas en vue de l'exécution de peines privatives de liberté infligées en vertu de condamnations belges. Si les autorités néerlandaises reçoivent encore des demandes d'extradition ou des demandes d'arrestation provisoire concernant ces personnes, elles ne les traiteront pas mais les transmettront aux autorités belges pour suite voulue.

Les signalements via Interpol aux fins de remise et les demandes d'arrestation provisoire de personnes qui se trouvent dans l'établissement pénitentiaire de Tilburg ne seront pas exécutés aux Pays-Bas.

Demandes d'entraide judiciaire

Nous recommandons aux autorités centrales et judiciaires des Etats Parties à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale d'envoyer exclusivement aux autorités belges compétentes les demandes d'entraide judiciaire concernant des personnes détenues dans l'établissement pénitentiaire de Tilburg en vertu de la convention conclue le 31 octobre 2009 à Tilburg entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique, sur la mise à disposition d'un établissement pénitentiaire aux Pays-Bas en vue de l'exécution de peines privatives de liberté infligées en vertu de condamnations belges. Si malgré tout des demandes d'entraide judiciaire concernant ces personnes sont envoyées aux Pays-Bas, elles seront transmises aux autorités compétentes du Royaume de Belgique.

[TRANSLATION – TRADUCTION]¹

On 1 February 2010, a Convention between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Belgium came into effect under which the Netherlands made available to Belgium a prison located on Dutch territory (Tilburg) for the execution of criminal sentences imposed in Belgium under Belgian law(*). The Convention applies in principle until 31 December 2012, but the validity period may be reduced to 31 December 2011, or extended until 31 December 2013.

The Convention contains a specific provision for criminal co-operation with third States. Article 18 of the Convention deals with criminal action at the request of third States concerning Belgian prisoners detained in the prison located on Dutch territory. According to the first paragraph of this provision, the Netherlands will not examine requests for extradition and/or mutual assistance from third States, but they will transmit them to Belgium. This agreement logically follows on from other provisions of the Convention, according to which the judicial and other authorities of the Netherlands do not normally deal with prisoners of the prison of Tilburg.

In this context, Belgium and the Netherlands communicate the following:

Requests for extradition and provisional arrest

We recommend that States Parties to the European Convention on Extradition send exclusively to the Belgian authorities requests for extradition and provisional arrest of persons detained in the prison of Tilburg under the Convention concluded on 31 October 2009 in Tilburg between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Belgium, on the provision of a prison in the Netherlands for the enforcement of prison sentences imposed under Belgian law. If the Dutch authorities still receive requests for extradition or for provisional arrest of these persons, they will not deal with them but will transmit them to the Belgian authorities for further action.

Alerts via Interpol for the surrender and the requests for provisional arrest of persons who are in the prison in Tilburg will not be carried out in the Netherlands.

Requests for mutual assistance

We recommend that central and judicial authorities of the States Parties to the Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters send exclusively to the competent Belgian authorities requests for mutual assistance concerning persons detained in the prison of Tilburg under the Convention concluded on 31 October 2009 in Tilburg between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Belgium, on the provision of a prison in the Netherlands for the enforcement of prison sentences imposed under Belgian law. If, nevertheless, requests for mutual assistance concerning these persons are sent to the Netherlands, they will be forwarded to the competent authorities of the Kingdom of Belgium.

¹ Translation provided by the Council of Europe – Traduction fournie par le Conseil de l'Europe.